

LE « BOOM » DES SAISONS DANS L'ESPACE SAHÉLO-SAHARIEN Proto-révolution, désintégrations et reconfigurations sociopolitiques

Amy Niang

De Boeck Supérieur | « Afrique contemporaine »

2013/1 n° 245 | pages 53 à 69

ISSN 0002-0478

ISBN 9782804180270

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-1-page-53.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

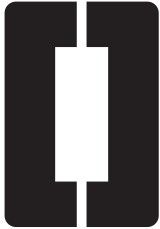
Le « boom » des saisons dans l'espace sahélo-saharien

Proto-révolution, désintégrations et reconfigurations sociopolitiques

Amy Niang

Le Sahel connaît des crises structurelles sur lesquelles les acteurs formels n'ont guère de prise. La diffusion des printemps arabes vers le sud du continent a accéléré et intensifié son intégration dans les processus mondiaux, au point que la stabilité de la région tout entière s'en trouve menacée. L'incapacité des États sahéliens à innover sur le plan de la gouvernance et à satisfaire les attentes de leurs populations, conjuguée à la ruée sur les ressources naturelles, la radicalisation religieuse et l'« importation » de tensions extérieures, notamment, sont à l'origine de l'avènement d'une nouvelle ère mondiale où des griefs locaux trouvent une tribune internationale.

Mots clés : Sahel – Printemps arabes – Mali – Touaregs – Conflit – Radicalisation – Mondialisation



On peut aisément se livrer à une lecture comparée simpliste des soulèvements nord-africains et des récents changements politiques observés en Afrique subsaharienne, ne serait-ce qu'en repérant une certaine continuité logique entre « printemps arabes » et « étés africains ». L'impact des bouleversements récents en Afrique du Nord sur le reste du continent est indéniable mais il faut les interpréter comme le résultat de dynamiques complexes qui ont fini par « déteindre » sur un contexte historique et géopolitique particulier¹.

Notre analyse repose sur trois grands axes. D'abord, le déclenchement et la stabilisation par les révolutions, révoltes et autres guerres en Afrique du Nord de deux tendances contraires : d'une part, l'intégration accélérée et totale du Sahel dans ces « zones d'instabilité », où la guerre contre le terrorisme et l'exacerbation de la psychose terroriste finissent par se confondre et, d'autre part, la désintégration progressive d'un État (le Mali), devenu incapable de fonctionner, de pourvoir aux besoins essentiels de sa population ou de faire front face aux menaces qui se multiplient.

Amy Niang a obtenu son doctorat en science politique en 2011 à l'École des sciences sociales et politiques de

l'université d'Édimbourg. Elle travaille actuellement au département des relations internationales de

l'université de Witwatersrand, Johannesburg (Amy.Niang@Wits.ac.za).

Si le Sahel vit depuis de nombreuses années sa propre expérience de la mondialisation, l'agitation politique en Afrique du Nord a libéré et accéléré l'émergence de nouvelles forces aux ambitions explicitement internationales. Parallèlement, les griefs et les revendications des populations locales en matière de démocratie économique, d'accès à un minimum vital et de respect des droits humains y trouvent une tribune planétaire. On ne saurait donc trop insister sur le rôle de facteurs exogènes, notamment dans les modes d'engagement qui ont inauguré une nouvelle ère géopolitique mondiale dans laquelle le Sahel devient tout à la fois le symbole et la manifestation du chaos organisé résultant de l'intervention(isme) de multiples acteurs et de rivalités internationales.

Dans le droit fil de ce premier constat, nous reviendrons sur la toute dernière « révolte » touarègue, largement perçue comme le retour de bâton d'une accumulation d'éléments dont la crise politique en Libye, qui a conduit à l'intervention de l'OTAN et de ses alliés, puis à la mort de Kadhafi, aura été le déclencheur. Ligne de faille historique brutalement exposée aux « révolutions » arabes qui ont tout balayé sur leur chemin ou fruit plus que mûr prêt à tomber, le Mali serait donc un dommage collatéral. La Libye post-Kadhafi serait quant à elle le catalyseur d'un réalignement géopolitique, idéologique et régional au Sahel. Mais le lien apparemment si clair entre la guerre en Libye, la disparition de Kadhafi et la soudaine montée en puissance du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), dans le Nord du Mali, n'apporte pas de réponse à une interrogation fondamentale : pourquoi le Mali est-il le plus sensible à la déstabilisation, et non pas l'Algérie, le Niger ou la Mauritanie, étant donné que des pans entiers de leurs territoires sont eux aussi contrôlés par des groupes touaregs rebelles et isolés ou d'autres groupes aussi déterminés ? C'est à nous de décrypter les éléments et les circonstances qui ont présidé à la lente, mais inéluctable, désintégration du Mali.

Troisième constat, qui découle des précédents : la démocratie malienne ne fait plus illusion. Le capital démocratique tant vanté de ce pays, constitué depuis vingt ans, paraît dérisoire dans un contexte d'extrême précarité économique où conflit et instabilité sont un terreau idéal pour l'émergence d'une économie de guerre propice à l'épanouissement d'un système criminel de rentes bénéficiant à de multiples acteurs, étatiques et non étatiques.

Les données qui sous-tendent ce travail sont tirées d'entretiens avec des observateurs et des commentateurs maliens et d'une analyse d'articles de presse et de rapports publics mais aussi de sources secondaires.

Le Sahel : une zone de dissidence

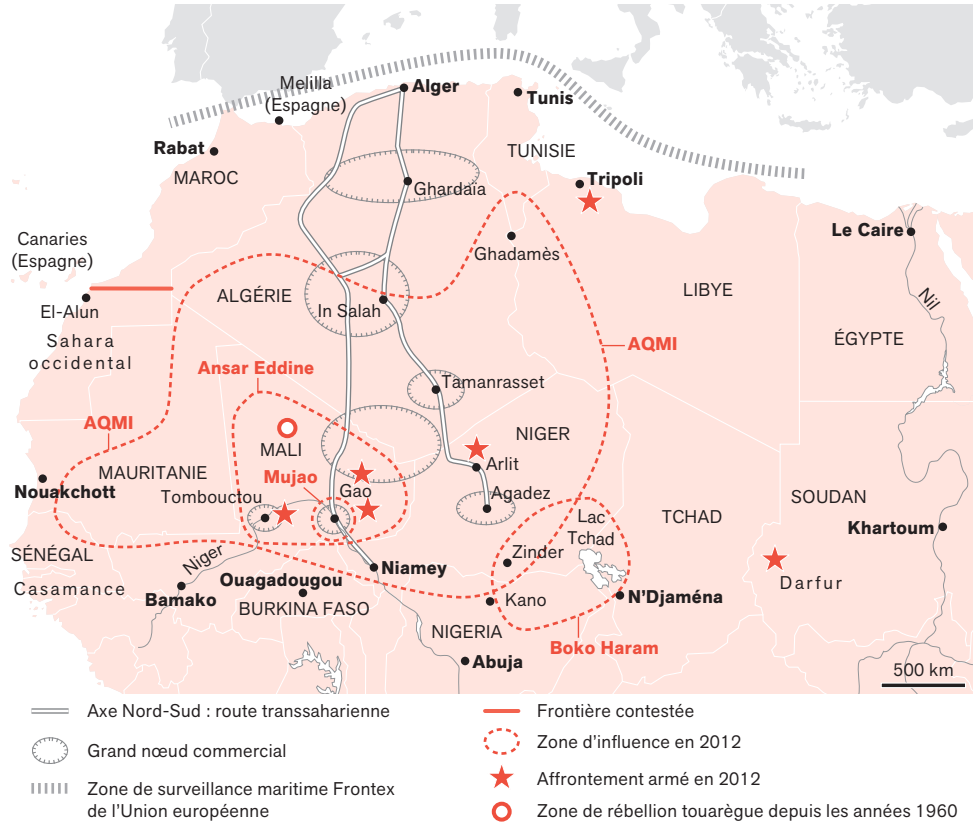
L'espace sahélo-saharien, à la fois versatile et explosif, est caractérisé par des parcours historiques parallèles mais qui se confondent parfois, des stratégies concurrentes pour capter le pouvoir politique et les immenses ressources

1. L'article publié dans *Afrique contemporaine* résulte d'une

traduction de l'anglais vers le français réalisée par Catherine Nallet-Lugaz.

2. *La Tribune*, 10 septembre 2012.

Insécurité et circulations en Afrique sahoro-sahélienne en 2012



Espace de circulation ouvert, l'immensité de l'espace sahélo-saharien, dont la porosité des frontières est proverbiale, entraîne une instabilité chronique et structurelle en partie liée à un déficit de gouvernance des États, incapables de contrôler leur propre territoire. La région est marquée par des flambées régulières de violences politiques et identitaires qui lui valent cette image de pays de la dissidence. Cette cartographie montre pour l'année 2012 les circulations : les grandes routes transsahariennes, les hommes et les biens qui y circulent, et les zones d'influence de groupes armés (criminels, dissidents et subversifs). Ces groupes n'évoluent pas dans les interstices des espaces vides laissés par les États, mais acquièrent au cours de l'année 2012 une véritable autorité territoriale sur une large région située au nord du Mali. Sources : *L'Histoire*, n° 58, février 2013 ; « Géopolitique du Sahara », *Hérodote*, n° 142, 2011.

naturelles dont il regorge (uranium, gaz, pétrole, or, diamants, cuivre, argent, cobalt, fer, nickel, zinc, phosphates, bauxite, manganèse, plutonium, chrome, charbon), une lutte constante pour la survie dans un environnement rude et inhospitalier mais aussi une instabilité chronique et structurelle en partie liée à un déficit de gouvernance des États, incapables de contrôler leur propre territoire. La région est marquée par des flambées régulières de violences politiques, des structures passagères et des processus extrêmement imbriqués, qui lui vaut cette image de pays de la dissidence ou *Bilad es Sibâ*².

Le Sahel connaît notamment depuis quelques années un regain de violence. On ne peut pour autant de le qualifier de « prochain Afghanistan »

(Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, 2012) ou de « prochaine Somalie » (gouvernement américain), puisque cela occulte tout le potentiel de cet espace, tant sur le plan économique que des transformations politiques. La région a en effet toujours été une zone d'innovation dynamique où Arabes, Africains et Asiatiques se croisent et où peuples et cultures se rencontrent. Certains des problèmes structurels qui empoisonnent la région tiennent à l'immensité du territoire, à un État timoré, qui peine à faire valoir son autorité en dehors des centres urbains³, à l'incapacité des gouvernements locaux à résister aux assauts sporadiques de groupes isolés et extrêmement mobiles – mais aussi à la fragilité économique et à la précarité des conditions de vie de ses habitants. Ces handicaps constituent autant de failles pour les groupes criminels, dissidents et subversifs, qui les exploitent pour déstabiliser encore un peu plus la région. La dichotomie entre le centre et la périphérie est évidente, sur le plan de l'autorité politique, du développement économique, des infrastructures et de la société civile.

Les printemps arabes ont eu pour effet de fédérer des groupes aux positions apparemment divergentes. Au Sahel, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a longtemps été considérée par beaucoup comme un groupe informel qui s'est invité dans la sphère terroriste, structurellement déconnecté du monde qui l'entoure et qui représente de ce fait un problème épineux. Mais le Sahel et le Sahara sont de longue date le théâtre d'une lutte de pouvoir pour contrôler les nombreux trafics et autres activités de contrebande (armes, drogues, êtres humains, cigarettes, produits subventionnés par le gouvernement). Rappelons que la crise transsaharienne ne surgit pas du néant, puisqu'elle est profondément inscrite dans un processus de reconfiguration géopolitique. Tout au long de la période postcoloniale, les rébellions touarègues interviennent à des moments particulièrement critiques : élections, changement de dirigeants, conférences nationales, troubles régionaux, découverte de nouvelles ressources, réaction à un regain d'attention extérieure, etc. Les printemps arabes doivent être considérés comme l'un de ces moments particuliers et donc comme des événements propices aux reconfigurations géopolitiques.

Nous nous proposons de repenser de manière critique la géopolitique transsaharienne, à la croisée de processus de contagion découlant des printemps arabes, de reconfigurations politiques à l'œuvre en Afrique du Nord et de l'Ouest et d'une concurrence mondiale dont l'enjeu est double : les ressources et le contrôle de la région. L'étude des répercussions des soulèvements nord-africains sur l'Afrique subsaharienne permet ainsi de souligner les liens fondamentaux entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne – et l'impossibilité de dissocier leurs histoires de manière claire et précise.

Au moment du décès de Kadhafi, de nombreux Africains ont compris que les énergies ainsi libérées risquaient de se propager à l'Afrique de l'Ouest.

3. Il suffit de penser notamment, parmi d'autres raisons pratiques, à la

distance entre Bamako et les villes du Nord comme Gao, Tombouctou, ou à

l'état déplorable des routes et des infrastructures.

Mais la « libération » libyenne a surtout alimenté des convictions erronées : l'OTAN a cru pouvoir instaurer la démocratie par les bombes, la « communauté internationale » a pensé que la démocratie post-révolution allait « préserver le monde du terrorisme, des inégalités entre les sexes, de l'antisémitisme et du racisme anti-Noirs » (Diawara, mars 2012) et les populations d'Afrique du Nord et du Sahel ont estimé que la disparition du plus grand défenseur de la cause touarègue allait permettre de restaurer l'autorité là où elle avait été bafouée et subvertie.

Le contexte sahélien est particulièrement propice aux incursions terroristes répétées dans la vie des habitants ordinaires. Le fondamentalisme a toujours été présent. L'originalité des troubles actuels, c'est sans doute la militarisation accrue et le recours à la violence. Mais les événements qui ont entraîné l'intégration violente et accélérée du Sahel dans des processus mondialisés ont des racines plus profondes, liées à la configuration du pouvoir, au capital et aux forces qui soutiennent les deux. Dans la mesure où les groupes islamistes radicaux ont en partie réussi à raccrocher des griefs locaux au discours mondial antioccidental, les activités militaires, politiques, économiques et criminelles de groupes militants au Sahel ont été réévaluées au sein de la mouvance islamique mondiale, qui jette par ailleurs une passerelle entre ces dynamiques et les politiques des religieux radicaux ailleurs, en Asie et au Moyen-Orient (Hunt, 2007, p. vii).

Comme bon nombre d'autres groupes radicaux dans la région, AQMI a plus d'une fois connu des scissions. Actuellement, deux groupes dissidents se sont formés, au Nord et au Sud, à la suite de rivalités internes. Les « sudistes » étaient jusque très récemment placés sous le leadership de Mokhtar Belmokhtar, qui a veillé à la consolidation d'une base saharienne et tissé un lucratif réseau de contrebande avec Ammar Saifi, dit El Para. Il a pu étendre sa toile à toute la région grâce à différents liens familiaux (Hunt, 2007, p. 6). Au-delà des trafics et du prosélytisme, ce groupe dissident joue aussi un rôle de « contrôle », répartissant les activités « islamiques » et « non islamiques » entre les différents circuits commerciaux, officiels et officieux. Il couvre tout le Sahel méridional, de la Mauritanie au Tchad en passant par le Mali, le Niger et le Nigeria (*ibid.*). Le gouvernement nigérian s'est inquiété des éventuels liens entre les djihadistes locaux et AQMI, à la fois pour recruter des bataillons destinés à alimenter l'insurrection en Iraq et pour organiser des camps de formation dans le Sahel (Harmon, 2010, p. 20). Les opérations d'AQMI au Sahel ont pris une nouvelle envergure dans le sillage des guerres en Afghanistan et en Iraq. Cela a créé des vocations pour combattre les États-Unis et leurs alliés, faisant d'AQMI un acteur incontournable du mouvement djihadiste international.

De la sous-traitance des conflits

La crise sahélienne se distingue sans aucun doute par sa « fluidité » – ou plutôt par son opacité insaisissable sur fond d'instabilité régionale caractérisée. Le

Sahel est devenu le théâtre de guerres par procuration, où on livre avec retard des conflits « importés ». D'une certaine manière, les massacres évités à Benghazi, et ailleurs en Libye, sont perpétrés aujourd'hui à Tombouctou, Tessalit, Gao et Kidal ; des centaines de milliers de personnes ont fui le Mali pour se réfugier au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie. Selon la Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, « ces groupes armés occupant le nord du Mali ont commis des violations graves de droits de l'homme et, probablement, des crimes de guerre [...]. Ces violations comprennent des châtiments cruels tels que des amputations, la mort par lapidation d'un couple non marié, des exécutions sommaires, le recrutement d'enfants soldats, des violations des droits de la femme, des droits de l'enfant, de la liberté d'expression, du droit à l'alimentation, du droit à la santé, du droit à l'éducation, de la liberté de religion et de croyance, ainsi que des droits culturels » (N. Pillay, août 2012). De son côté, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a relayé des informations selon lesquelles des groupes armés dans le nord du Mali recruteraient de plus en plus souvent des enfants à des fins militaires, appelant tous les acteurs à protéger les enfants du conflit : « S'il est difficile de connaître le chiffre exact, selon des sources fiables, le phénomène concernerait des centaines [d'enfants] et serait en plein essor » (Unicef, 17 août 2012).

Le Sahel est donc devenu un terrain privilégié pour la sous-traitance – militaire, commerciale et politique : guerre civile importée de Libye, trafic de drogue venu d'Amérique latine et quête effrénée de ressources pour la nouvelle forme de guerre, économique cette fois, entre superpuissances. Parallèlement, des groupes radicaux recourent aux enlèvements pour extorquer des rançons et des concessions d'ordre politique afin de s'affirmer parmi les acteurs internationaux qui comptent. L'ethnicité devient même un facteur manipulé de l'extérieur sur la base de liens historiques, réels ou inventés.

C'est la conséquence d'une longue tradition d'interventions, face à une gouvernance locale généralement défailante ou pour le moins inégale. C'est un domaine où les ONG, la communauté de développement au sens large, y compris les agences des Nations unies et les gouvernements étrangers ont soutenu une quantité impressionnante de projets, plans, initiatives et autres programmes de tout poil sans obtenir un effet tangible quelconque sur la qualité de vie des populations. Malgré de nombreuses accusations (fondées) de négligence, le gouvernement malien a lui aussi injecté des masses d'argent dans le nord du pays mais ses piètres performances en termes de gouvernance sont en partie responsables de l'inefficacité d'un système de redistribution qui ne fonctionne que pour un réseau clientéliste.

Si le MNLA incarne donc en partie le mécontentement de la jeunesse touarègue, son aspiration à une plus grande justice sociale dans un État

4. Cette initiative américaine ciblait l'Algérie, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le

Sénégal, le Tchad et la Tunisie. La présence américaine a été renforcée par la création d'un centre

antiterrorisme de l'Union africaine à Alger en 2006.

5. *New York Times*, 12 mai 2004.

réformé et son hostilité à un système hiérarchisé et patriarcal, il procède aussi d'une réaction à la présence d'acteurs étrangers (sociétés minières, gouvernements) accusés de capter les ressources locales aux dépens des populations sahéniennes. À cet égard, les initiatives transnationales telles que le Partenariat transsaharien contre le terrorisme (TSCTP, ancienne PSI [Initiative pan-Sahel]), cherchant à renforcer les capacités de lutte antiterroriste de l'armée et des agences chargées de faire appliquer la loi de neuf pays du Sahel⁴, sont vécues comme ajoutant une couche supplémentaire de difficultés dans un environnement politique déjà tendu. Étant donné le rôle du Pentagone dans ce partenariat, l'accent mis sur l'intervention militaire a d'une manière plus générale forcé les gouvernements de la région à adopter une stratégie 100 % sécuritaire qui a, il fallait s'y attendre, suscité une immense résistance intérieure en plus de « porter un coup d'arrêt à des réseaux de contrebande qui étaient devenus un mode de subsistance vital pour les populations locales dont les troupeaux ont été décimés pendant les sécheresses des années 1970 et 1980 et qui n'avaient pas d'autre alternative économique » (Crisis Group, 2005, p. 1). Le MNLA lui-même illustre bien la banalisation d'une telle résistance : « Le MNLA tient à préciser, qu'au sein de son État-major figurent en même temps : d'anciens rebelles des révoltes des années 1990 (Mouvements et fronts unifiés de l'Azawad [MFUA]), de 2006 (Mouvement touareg Nord-Mali [MTNM] de feu Ibrahim Ag Bahanga), des combattants revenus de Libye mais qui ont largement participé à la libération de ce pays, des volontaires issus des différentes ethnies du Nord Mali (Touareg, Songhaï, Peuhl et Maure) et des officiers et soldats déserteurs de l'armée malienne » (site Web officiel du MNLA).

Tout le monde s'accorde à dire que les combattants de retour au pays ont été les instigateurs de la rébellion de 2011. Mais de nombreux analystes ont manqué d'esprit critique, en présentant la situation de manière simpliste et sans recul, prenant pour argent comptant les déclarations du MNLA, selon qui des centaines de combattants auraient mis la main sur des armes lourdes en Libye et seraient rentrés au Mali pour y fomenter la révolution. Ce faisant, ils sont incapables d'apporter un éclairage multidimensionnel rendant compte de la complexité de cette reconstitution des « Touareg ». En tant que « nouveau front » de la guerre internationale contre le terrorisme⁵, le Sahel constitue un nouveau front de la résistance contre l'Amérique. D'autant que la « guerre contre la terreur » y a révélé de nombreuses lignes de faille ces dernières années. Même si ce nouveau front révèle des contentieux plus clairement liés à l'économie politique néolibérale qu'au terrorisme à proprement parler. Les conditions d'existence de l'État lui-même connaissent un bouleversement profond. D'abord, les références démocratiques sont ébranlées et mises en échec. Ensuite, la crise du Sahel a montré que la structuration de la violence n'est plus l'apanage de l'État mais un moyen d'accéder à différents réseaux et ressources. La déliquescence de l'armée malienne avant les attaques des rebelles a révélé la gravité des problèmes structurels qui ont conduit à la désintégration progressive de l'appareil d'État. L'armée elle-même était divisée en plusieurs

fronts recevant des instructions parallèles et contradictoires : les troupes régulières basées à Gao étaient placées sous l'autorité du chef d'État-major alors que les milices touarègues et arabes étaient rémunérées par la présidence. Les influences redondantes, conflictuelles et concurrentielles de cette pléiade d'acteurs, étatiques et non étatiques, expliquent qu'une révolution – voire des révolutions – soit en cours au Sahel.

Encadré 1. Comment interpréter le soudain interventionnisme de la France au Sahel ?

De nombreux observateurs africains expriment leurs doutes quant à l'interventionnisme de la France au Sahel au nom de la lutte contre AQMI. Selon cet homme politique malien, « comment expliquer les incursions des armées française et mauritanienne en plein territoire national ? De toute évidence, par le désir de s'accaparer une partie des ressources naturelles du pays » (entretien avec SM, 21 septembre 2012)⁶. De fait, bon nombre de Maliens ont associé cette « soudaine » politisation de la dernière rébellion touarègue – et la déclaration d'indépendance de l'Azawad qui a suivi – à des pressions occultes mais fortes de la France qui cherche à créer « un territoire autonome qu'elle pourra manipuler à sa guise » (*ibid.*). La France a pénétré en plein territoire malien en juillet 2010 alors qu'elle pourchassait des militants d'AQMI, sans aucun égard pour la souveraineté naturelle de l'État malien. Cet incident a fort logiquement irrité les autorités et la population maliennes, qui trouvent dans cette ingérence les relents de l'ancien projet français de création de l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS), lancé par la France bien avant l'indépendance pour créer une fédération pan-sahélienne. Les accusations de collusion à l'encontre d'une ancienne puissance coloniale lors de crises politiques n'ont rien d'étonnant en Afrique, surtout de la part de dirigeants en mal de popularité intérieure. Mais dans ce cas particulier, la France a bien cherché à dresser le MNLA contre AQMI et d'autres groupes pour tenter d'éradiquer le fondamentalisme islamique. La stratégie a fait long feu et à tel point qu'elle a conduit en partie à la prolifération de nouveaux groupes prêts à en découdre « pour éliminer le fléau de l'impérialisme » (entretien avec DO, 20 septembre 2012).

Genèse d'une transfiguration : des luttes ethniques à la radicalisation religieuse

L'un des arguments défendus ici est que les « printemps arabes » ont contribué à la transformation d'une rébellion (touarègue) en un combat djihadiste

6. Étant donné la sensibilité de cette question et l'instabilité actuelle du

pays, seules les initiales de nos interlocuteurs sont indiquées.

7. *L'Express*, 12 avril 2012.

8. Les combattants touarègues se sont battus aussi bien pour Kadhafi que pour le CNT.

transnational. La montée en puissance d'Iyad ag Ghali, le rebelle touareg chef d'Ansar Dine (Défenseurs de la religion) devenu djihadiste, illustre parfaitement ce basculement⁷. La carrière politique, et notamment le trajet idéologique de l'homme, est essentielle pour comprendre la dynamique à l'œuvre dans cette évolution de la rébellion touarègue en un mouvement en quelque sorte mondial.

Comme beaucoup d'autres *ishumar* (chômeurs) fuyant la marginalisation et la répression par les autorités maliennes (sédentarisation et politique de « modernisation » forcées ; Lecocq, 2004), Iyad ag Ghali s'exile en Libye dans les années 1980. Il s'engage dans la Légion islamique de Kadhafi⁸ et combat au Liban en 1982. En tant que figure politique majeure du mouvement rebelle, il joue ensuite un rôle de médiateur dans le versement des rançons de trente-deux Occidentaux enlevés par AQMI en 2003. Le président Amadou Toumani Toure (ATT) le récompense en lui offrant un poste de diplomate en Arabie Saoudite, d'où il sera expulsé par les autorités locales à cause de ses liens avec des islamistes radicaux. À de nombreux égards, il a ensuite présidé à cette « plongée » des Touareg dans le radicalisme religieux (avec la création d'Ansar Dine). Cette attitude pourrait n'être qu'une posture tactique, censée lui redonner la place qu'il a perdue au sein du mouvement touareg.

Quoi qu'il en soit, la métamorphose de la rébellion « ethnique » touarègue en actions terroristes islamiques contre les intérêts des Occidentaux au Sahel a été facilitée par un certain nombre de facteurs dont, surtout, la propagation d'une idéologie qui s'impose progressivement comme un moyen d'exprimer des griefs politiques locaux. L'exposition des migrants touaregs aux discours révolutionnaires et au prosélytisme fondamentaliste a planté les germes de la subversion de la pratique du soufisme, qui mêle traditions locales et islam orthodoxe. La radicalisation a aussi été favorisée par les nouvelles méthodes guerrières, l'expertise acquise en matière d'insurrection urbaine (en Iraq) et de guérilla (en Afghanistan) et l'introduction par les militants djihadistes de retour de ces pays de nouvelles armes (Ammour, 2009) – d'autant qu'ils y avaient aussi acquis de nouvelles compétences en termes de prosélytisme fondamentaliste. Dès 2005, le Crisis Group lançait une alerte, indiquant que « le Mali, cet enfant gâté de la démocratisation néolibérale des années 1990, est à la merci d'une activité islamique violente bien plus que tout autre pays d'Afrique de l'Ouest, à l'exception du Nigeria » (Crisis Group, 2005, p. 1).

Pendant longtemps, on a théâtralisé la « question touarègue » au point d'en faire un mythe. Les ethnographes de l'époque coloniale étaient enthousiasmés par le nomadisme de ces « peuples du désert » indisciplinés – dont la plupart en fait mènent une vie très sédentaire organisée autour des oasis. Aucune des multiples rébellions (1963, 1990, 2006, 2010, 2012) n'a pourtant permis d'établir si une « identité touarègue », quelle qu'elle soit, était la cause ou le résultat du combat constant pour sa reconnaissance. L'existence même d'une « identité touarègue » unique et identifiable suscite bien des réserves. Si de nombreux analystes persistent à déceler dans le mouvement touareg des marqueurs identitaires durables, ils ont plus de mal à définir les caractéristiques

types des Touareg ou la pertinence des politiques identitaires dans le conflit actuel (entretien avec J.-L. Triaud sur France Culture, septembre 2012). Le terme générique de « touareg » renvoie, à strictement parler, « aux personnes qui parlent le tamasheq » (*Kel Tamasheq*) et, de manière plus générale, à un groupe disparate de populations que tout sépare. Ils représentent entre 1,3 et 1,5 million des 15 millions d'habitants du Mali (20 % de la population du Nord mais environ 2 % de l'ensemble des Maliens) et vivent sur un territoire s'étendant entre le Mali, le Niger, l'Algérie et la Libye. L'Azawad n'est pas uniquement peuplé de Touareg et les Songhaï, Arabes, Berbères, Dogons, Peuls, Djermas, Bozos, Haoussas, etc., qui y vivent en expliquent la nature multiculturelle. Les caractéristiques politiques de ce groupe hétéroclite – marginalisation et intégration chaotique dans les grandes sociétés des pays du Sahel, négation systématique de leurs revendications (reconnaissance) et injustices sociales – procèdent largement d'un processus visant à les rendre « invisibles ».

En avril 2012, le MNLA proclamait la naissance de l'État indépendant de l'Azawad, la concrétisation d'un rêve longtemps différé : celui d'une nation pan-berbère, pan-touarègue exprimant les aspirations de millions d'âmes en perte. Mais l'implication malvenue d'AQMI, d'Ansar Dine, du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO, une faction dissidente d'Ansar Dine) et d'autres groupes islamistes radicaux a fait d'un combat politique laïque, progressiste et multiethnique une campagne pour les milices salafistes et djihadistes. Dans la mesure où les populations touarègues occupent, du fait d'une histoire complexe de migrations, un territoire qui s'étend en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, une analyse comparée des dynamiques ethniques au Mali, au Niger, en Algérie et en Libye devrait apporter un éclairage sur les aspects transculturels et transrégionaux du casse-tête actuel. Ce serait aussi un moyen de faire valoir la continuité historique, plutôt que la différence et l'isolement, entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

Contrairement aux révoltes précédentes, qui n'aboutissaient pas à des revendications politiques fortes et ancrées dans des principes, la rébellion touarègue de 2011-2012 a été marquée par des exigences politiques explicites qui ont culminé avec une déclaration d'indépendance, en partie parce que les nouveaux dirigeants ne semblent pas se considérer tenus par les précédents traités de paix et notamment les Accords de Tamanrasset, le Pacte national et les Accords d'Alger. Il faut également souligner que l'« identité touarègue » a été forgée par la nature des révoltes et la particularité des contextes sociaux, économiques, politiques ou environnementaux qui l'ont vue naître – et a évolué en fonction. Pendant longtemps, ces rébellions ont hésité entre révoltes, mutineries et amorces de révolutions (entretien avec SM, 21 septembre 2012). La plus récente est marquée par un élément supplémentaire de prédation qui implique toutes les factions combattantes, touarègues et autres. Cette prédation a profité de la déliquescence des structures politiques formelles provoquée par des facteurs à la fois exogènes et endogènes. Au vu de tous ces éléments, certaines revendications touarègues au nom de l'« ethnicité » semblent quasi

anachroniques. Pourtant, elles ont pris une résonance très forte dans un contexte où le Mali s'est transformé en un espace n'obéissant plus aux règles, plombé par un appareil d'État affaibli et déconnecté de sa base – par rapport au Niger et à l'Algérie où, historiquement, la puissance étatique est une réalité. De fait, depuis le début de l'année 2012, le Mali est un cadavre en décomposition peu à peu dépecé par un groupe éclectique de prédateurs. Les militants d'AQMI ont ainsi fait du nord du pays une prison à ciel ouvert et, désormais, une base pour le déploiement d'une nouvelle offensive à visée internationale.

Encadré 2. Des lignes de faille entre forces endogènes et exogènes

La présence de réseaux transnationaux comme AQMI contribue à relier des griefs très spécifiques de groupes locaux (Touareg) à une campagne djihadiste internationale hostile aux États-Unis et à leurs alliés. De sorte que les revendications originelles des Touareg sont devenues superflues et déconnectées des processus sociaux qui avaient entraîné au départ la marginalisation de ces populations. L'apparition de la question touarègue procède clairement d'un mélange subtil entre intégration inachevée, structures de gouvernance déliquescents, absence de politiques de développement social adaptées aux modes de vie locaux et pressions extérieures (géopolitiques, économiques et sécuritaires) (entretien avec OT, 28 août 2012). L'effondrement de la structure traditionnelle d'autorité a interdit toute intégration harmonieuse, horizontale et cohérente des populations du Nord dans le Mali indépendant. En outre, du fait de la tradition pastorale-nomade typique de cette économie, la « perte de contrôle social sur les terres et la contradiction entre détention privée du bétail et appropriation collective des ressources naturelles, y compris minérales, à la suite de la domination coloniale des populations arabo-berbères » (entretien avec NK, 20 septembre 2012) – sans oublier la dissociation qui a suivi entre propriété et usage, entre espace politique et structure économique – a également profondément perturbé les réseaux d'échanges transsahariens. De sorte que, au-delà du discours sur la race, l'ethnicité ou l'identité, on retrouve de profondes lignes de faille entre forces locales et forces extérieures. Leur examen critique permet de reconceptualiser l'« ethnicité » en tant que sous-produit (lui aussi) des processus « locaux ».

Maintenant qu'elle est en partie assimilée aux programmes plus radicaux d'AQMI, d'Ansar Dine et des nouveaux groupes émergents ayant les mêmes cibles radicales et qui menacent sa survie, la cause touarègue se retrouve très fragilisée. Si ces différents groupes poursuivent des objectifs divergents (AQMI étant plus orienté vers l'Algérie et Ansar Dine vers le Mali), ils ont trouvé une langue commune dans l'idéologie islamiste et pourraient très bien constituer un groupe encore plus solide aux capacités mortifères sensiblement accrues. Dans un entretien récent (10 août 2012), le leader d'Ansar Dine a adopté un

discours de rejet de la vision malienne de l'islam, jugée inadaptée au projet réformiste de son groupe. Cette forme de mouvement de « renouveau » n'est pas nouvelle dans l'histoire de l'Afrique de l'Ouest. Au XIX^e siècle, Ousmane dan Fodio et El Hajj Omar Tall ont lancé des guerres saintes à la fois au nom de l'islam et de la réforme sociale. Les vagues successives de réformisme étaient souvent le fait d'intellectuels formés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et qui, « de retour » chez eux, prônaient de nouvelles idées politiques (dans le Nord du Nigeria) et théologiques (au Sahel) (Johnston, 1967, p. 26-102).

Coups d'État, illusions et mirage de la démocratie

Le coup d'État militaire de mars 2012 contre le président ATT aura sans doute eu de salubre qu'il a apporté un démenti cinglant au mirage, tant vanté, de la « démocratie » malienne. Ces vingt années de démocratie n'ont été qu'illusion, l'édifice reposant sur un édifice qui tient plus par la puissance de la pensée magique que par ses fondamentaux structurels. La « communauté internationale » a défendu l'image d'une démocratie malienne, voulant y voir l'exemple d'une démocratie africaine opérationnelle, « en état de marche ». En dépit de sa tradition démocratique, la société malienne a été ébranlée par les assauts conjugués des crises systémiques, des pénuries, des poussées soudaines de violence, etc., le tout contribuant à compromettre tout espoir de justice sociale. Pour cet observateur malien, « le coup d'État ressemble assez à tout ce qui est “pourri” dans ce pays – fraude électorale, corruption des fonctionnaires, truquage des votes, accords compromettants avec des puissances étrangères à des fins pécuniaires, mauvaise gouvernance, j'en passe » (entretien avec OT, 28 août 2012). De son point de vue, il s'inscrit dans le droit fil de cette mauvaise gouvernance, invoquée pour justifier la prise de pouvoir par une armée malienne incapable de se défendre contre les rebelles. Ses équipements rudimentaires ne faisaient pas le poids face à des troupes endurcies dans les guerres d'Afrique du Nord et possédant des armes plus récentes et plus sophistiquées.

Le système démocratique ainsi mis à nu était en fait bâti sur un consensus élitiste assez lâche entre leaders politiques et religieux décidés à empêcher tout ce qui pourrait menacer leur vision conservatrice de la société malienne. Leur opposition traditionnelle à une réforme constitutionnelle sur le droit de la famille – qui aurait donné plus de pouvoir aux femmes – était considérée comme rétrograde et contraire à la consolidation des droits civiques des Maliens. Mais la résurgence des coups d'État valide une nouvelle pratique, qui cherche à résoudre la violence par la violence et, surtout, les crises sociales, les échecs de la gouvernance, l'effondrement de l'architecture institutionnelle ainsi

9. *Le Pays*, 21 mai 2012.

10. *Info Matin*, 28 mars et 7 juin

2012 ; *Le Journal du Mali*, 13 février

2012 ; *Le Combat*, 2 avril 2012 ; *Autre Presse*, 25 octobre 2012.

11. *Le Républicain*, 30 mars 2012.

12. *Les Échos*, juin 2012.

que l'angoisse et le mécontentement du peuple par ces putschs. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'épisode mémorable de la séquestration du président par intérim, Diokounda Traoré, dans son propre palais – et des brutalités dont il a été victime, retransmises sur les antennes nationales⁹.

Les journaux maliens ont consacré de nombreux éditoriaux, très sombres, à l'événement. Ils ont dénoncé une culture de l'impunité et cette « farce » démocratique entretenue par vingt ans de parodie et de gesticulations¹⁰. L'un d'entre eux notait : « Le seul vrai rempart [...], c'est celui des citoyens informés et politisés, donc mobilisables [quand] la condescendance d'une communauté internationale fourbe fait du pays le plus grabataire une illusoire *success story*¹¹. » Qu'on le condamne ou qu'on le justifie, le putsch a été surtout interprété comme le symptôme et le résultat d'un échec de la démocratie, de l'incapacité des dirigeants successifs « démocratiquement élus » à créer les conditions d'un processus participatif capable de dépasser les pièges grossiers des démocraties africaines – à savoir le multipartisme, les élections périodiques, les institutions représentatives (in)efficaces et les débats stériles sans fin.

Qui plus est, les nombreuses manifestations, favorables ou hostiles au gouvernement de transition, ont prouvé que la jeunesse malienne – comme ailleurs sur le continent – avait adopté la rhétorique, les techniques et les possibilités offertes par les technologies de l'information pour exprimer sa colère face à des hommes politiques englués dans de médiocres querelles partisans et incapables d'assurer le développement social de la population. Pendant longtemps, l'État malien a cru pouvoir tenir cette jeunesse en laisse. L'expérience nord-africaine a ouvert un nouveau champ des possibles pour se libérer de formes de résistance condamnées à l'échec par une répression jusque-là implacable. Les soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte en sont venus à constituer en tant que tels des schémas éprouvés dont de nombreux experts avaient prédit l'effet domino sur tout le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne. Mais les dommages « collatéraux » ont été considérables. Tombouctou, un site inscrit au patrimoine mondial, est pour l'instant aux mains d'Ansar Dine, entrée dans la cité des 333 Saints en avril 2012. Le contrôle imposé sur la vie quotidienne de ses habitants, confinés dans les mosquées et leurs habitations, résume la tragédie d'une crise qui prend toujours plus d'ampleur. Le groupe radical a détruit, fin juin, des tombeaux anciens et d'innombrables mausolées¹². Grâce aux rares informations qui filtrent de la région cependant, il semble que les modes de fonctionnement, les méthodes de recrutement, les modalités d'implantation et les moyens d'expansion des mouvements les plus actifs restent impénétrables, ce qui empêche de cerner leur pouvoir effectif et leur champ d'action au Sahel.

Quel bilan dresser ?

Une analyse des dynamiques à l'œuvre et des paramètres du conflit au Sahel, dans leur brutalité opaque et leur logique emberlificotée, confirme un certain nombre d'intuitions quant aux implications de forces mondiales dans

des processus locaux, signe de l'avènement d'une nouvelle ère mondiale dans laquelle des guerres économiques se livrent dans des enclaves livrées à l'anarchie (Afghanistan, Iraq, Cachemire, Gujarat, Tchétchénie, Sahel). C'est l'une des thèses que défend cet article : le Sahel est devenu un champ de bataille où les tenants de politiques néolibérales affrontent les nouveaux défenseurs d'une idéologie. Pour pouvoir maintenir la paix, l'ordre public et la prospérité ailleurs, il faut que cette région soit en constante ébullition, un endroit où la violence extrême fait naître de nouvelles subjectivités parallèlement à la production en masse de richesses. Comme à l'époque coloniale, une économie extractive fleurit sur fond de violence délétère. Dans ces conditions, les stratégies de contrôle et de sécurisation du Sahel sont dictées « par la nécessité de sécuriser les frontières contestées maintenues pour séparer l'ordre du chaos » (Comaroff et Comaroff, 2012, p. 106) à travers la mainmise sur ces ressources vitales, devenues indispensables pour la sauvegarde du développement et de la stabilité politique.

L'espace sahélien transnational est réputé pour l'abondance de ses ressources naturelles et suscite donc beaucoup de convoitises chez des puissances étrangères – au premier rang desquelles la France et les États-Unis mais aussi la Chine, l'Inde et bon nombre de groupes miniers internationaux. Il ne faut pas perdre de vue le lien intrinsèque entre la guerre contre le terrorisme et la concurrence fatale pour les ressources qui se joue dans l'espace sahélo-saharien au nom d'intérêts économiques. Sous couvert d'islamisme radical, des criminels sans scrupules poursuivent des objectifs beaucoup plus terre à terre alors que certains pays ou régions aux mains de groupes d'intérêt profondément ancrés (Mauritanie, Algérie ou Afrique subsaharienne) peuvent avoir exagéré la menace d'Al-Qaïda et du terrorisme pour mieux justifier leurs positions et leurs initiatives dans la région (Harmon, 2010, p. 17).

Parallèlement, le contrôle de pans du territoire sahélo-saharien est devenu un enjeu de sécurité nationale pour l'Algérie, le Mali, le Maroc, la Mauritanie et le Niger étant donné les activités transfrontalières qui s'y déroulent et menacent leur souveraineté. Dans tous les cas, ce sont les populations sahéliennes qui y perdent, ballottées entre différentes formes d'oppression, de justice expéditive et de cynisme qui, toutes, aggravent la précarité de leurs conditions de vie. Au vu des nombreuses forces discordantes auxquelles il a été soumis, il est clair que le « Sahélien » n'a rien de commun avec le « contribuable », cette incarnation du discours moderne sur la souveraineté du citoyen. Il n'a pas le statut de « partie prenante » dans la confrontation entre pouvoir, individus et défenseurs des droits collectifs. Les populations sahéliennes deviennent donc, au sens propre comme au sens figuré, le terreau où prospèrent des angoisses néolibérales non plus vécues directement mais « importées » et expérimentées par procuration. Dans ce contexte particulier, l'intense chasse au trésor (appropriation des terres, des ressources, des droits politiques, des populations, des instances, de l'autorité morale) qui se déroule dans cette nouvelle plaque-tournante des ressources naturelles fait de l'affirmation de la

souveraineté une sorte de concurrence anarchique qui se traduit par l'impossibilité pour la population malienne de s'autodéterminer (Comaroff et Comaroff, 2012). Là, la volonté politique se heurte à la fois à une minorité prédatrice au pouvoir à Bamako et à des mercenaires de l'économie installés dans le nord du pays et dont la ferveur radicale n'a d'égale que leur capacité à exploiter – politiquement et économiquement – le désordre.

Une interrogation cruciale demeure : des groupes comme le MNLA, Ansar Dine et le MUNJAO sont-ils les avatars d'une reconfiguration engagée et dont nous n'avons pas encore pleinement saisi les conséquences dramatiques et considérables pour l'avenir de l'Afrique du Nord et de l'Ouest ? Ce qui ne fait aucun doute, c'est le peu d'informations sur ce qui se passe au Sahel et notre incapacité à décrypter correctement les processus en cours. Les gouvernements sahéliens ne parviennent pas eux-mêmes à comprendre le mode opératoire des différents groupes qui s'opposent dans cette lutte pour tout contrôler. La théorie défendue dans cet article aura permis de mettre en évidence la cohésion propre à l'espace sahélo-saharien, une zone à part soudée par des liens historiques et son parcours contemporain mais aussi par des facteurs linguistiques, culturels, religieux et économiques. Les groupes qui tentent d'exporter l'instabilité plus au sud ont pu le faire en s'appuyant sur ces caractéristiques mêmes qui rendent si complexe l'appréhension de la région sahélo-saharienne – à savoir l'extrême mobilité des populations, l'incapacité pour l'État de faire respecter son pouvoir sur des pans importants du territoire en dehors des centres urbains et la diversité des structures sociales qui favorisent une grande flexibilité. Mais pour ces mêmes raisons, ils contribuent à détruire la région en voulant l'unifier à tout prix.

Conclusion

Aussi séduisante que soit l'idée d'un « été africain », suite logique des événements enclenchés par les « printemps arabes », l'éventuelle transposition d'un mode de protestation à l'égyptienne dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne est, au mieux, une analyse simpliste des mouvements populaires et géopolitiques actuellement à l'œuvre en Afrique. Ces arguments font la part belle à une reproduction impossible de la transformation socioculturelle dans des contextes historiques bien particuliers. La politique de la terre brûlée a ses limites, notamment à cause d'une hypothétique résistance populaire, en tant qu'entreprise consciente, pouvant être motivée de l'extérieur de manière à parvenir à une internalisation supposée d'impératifs sociaux particuliers.

Pour savoir comment les printemps arabes ont affecté les dynamiques du conflit au Sahel en général et au Mali en particulier, il faut s'appuyer sur une analyse attentive des enjeux profondément complexes qui ont abouti à la situation actuelle. La stabilité politique du Sahel dépend de tout un ensemble de processus disparates et difficiles à dissocier, car interconnectés : trafics en tout genre (drogues et armes notamment), pratique des enlèvements contre rançons,

volonté des pays du Sahel de contrôler le Sahara, alignements et réalignements successifs des Touareg aux côtés de groupes séparatistes et/ou radicaux implantés au Sahara, africanisation progressive du fondamentalisme islamique face à la désintégration de l'armée malienne (entretien avec NK, 21 septembre 2012). L'approche qu'ont les différents États du Sahel des menaces politiques et militaires procède d'une volonté commune de préserver l'activité économique (pétrole et mines) et les intérêts des multinationales et gouvernements étrangers – c'est du moins ainsi que semblent le ressentir les populations. Étant donné le flou qui entoure les paramètres de la crise actuelle, le destin du Mali se jouera dans la résolution ou non d'une double crise : celle provoquée par la rébellion et les insurrections, dans le nord du pays, et celle liée aux institutions et au régime démocratique, dans le sud.

Bibliographie

Ammour, L. (2012), "Regional Security Cooperation in the Maghreb and Sahel. Algeria's Pivotal Ambivalence", *Africa Security Brief*, n° 18, p. 1-8.

Bayart, J.-F. (2008), « L'hypopolitique africaine d'un hyper-président », *Savoir/Agir*, n° 5, p. 161-169.

Benjaminsen, T.-A. (2008), "Does Supply-Induced Scarcity Drive Violent Conflicts in the African Sahel? The Case of the Tuareg Rebellion in Northern Mali", *Journal of Peace Research*, n° 45, p. 819-836.

Bourgeot, A. (1990), « Identité touarègue : de l'aristocratie à la révolution », *Études rurales*, n° 120, p. 129-162.

Comaroff, J., Comaroff, J. (2012), *Theory from the South. Or, How Euro-America is Evolving Toward Africa*, University of Chicago Press, Chicago.

Conseil de sécurité des Nations unies (2011), « Rapport de la mission d'évaluation des incidences de la crise libyenne sur la région du Sahel », New York, 7-23 décembre.

Diawara, M. (2012), "Colateral Damage", *Mediapart*, 29 mars.

Guidere, M. (2008), "La tentation internationale d'Al-Qaïda au Maghreb islamique", Centre des études de sécurité, Focus stratégique, n° 12, p. 1-50.

Harmon, S. (2010), "From GSPC to AQMI", *Concerned African Scholars Bulletin*, n° 85, p. 12-29.

HCR (2012), "Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the Situation of Human Rights in Northern Mali", A/HRC/21/64, Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Genève, 13 septembre.

Hunt, E. (2007), "Islamist Terrorism in Northwestern Africa. A 'Thorn in the Neck' of the United States?", *Policy Focus*, n° 65, Washington DC, The Washington Institute for Near East Policy.

Johnston, H.A.S. (1967), *The Fulani Empire of Sokoto*, Londres, OUP.

Kahl, C. (2006), *States, Scarcity, and Civil Strife in the Developing World*, Princeton, Princeton University Press.

Keena, J. (2004), "Americans and 'Bad People' in the Sahara-Sahel", *Review of African Political Economy*, vol. XXXI, n° 99, p. 130-139.

Klute, G. (1995), « Hostilités et alliances : archéologie de la dissidence des Touaregs au Mali », *Cahiers d'études africaines*, n° 137, p. 55-71.

Kraxberger, B.-M. (2005), "The United States and Africa. Shifting Geopolitics in an 'Age of Terror'", *Africa Today*, vol. LII, n° 1, p. 47-68.

Lecocq, B. (2004), "Unemployed Intellectuals in the Sahara. The Teshumara Nationalist Movement and the Revolutions in Tuareg Society", *International Review of Social History*, vol. IXL, n° 12, p. 87-109.

PNUD (2005), « La coopération internationale à la croisée des chemins : l'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités », rapport sur le développement humain, New York.

Raleigh, C. (2010), "Political Marginalization, Climate Change, and Conflict in African Sahel States", *International Studies Review*, vol. XII, n° 1, p. 69-86.

The Crisis Group (2005), "Islamist Terrorism in the Sahel. Fact or Fiction?", *Africa Report*, n° 92, 31 mars, Dakar/Bruxelles.

The Crisis Group (2012a), "Putting Mali back on the Constitutional Track", 26 mars.

The Crisis Group (2012b), "Mali. Avoiding Escalation", *Africa Report*, n° 189, 18 juillet.

UE (2010), « Document conjoint sur la sécurité et le développement du Sahel », n° 4361/10, Commission et Secrétariat général du Conseil, Bruxelles.

UE (2011), « Communication conjointe de la Haute représentante et de la Commission », COM(2011)331, à la suite du *Papier d'options COREU SEC 750/09* du 7 avril 2009, Union européenne, Bruxelles.

UNICEF (2012), "UNICEF Raises the Alarm in Mali over Recruitment of Children", communiqué de presse, Fonds des Nations unies pour l'enfance, New York, 17 août.